



CSE du 19 octobre 2023

Le nouveau directoire compte redresser fermement la barre

La diffusion est toujours à la baisse. Rassurons-nous, précise M. Bazard, nous sommes, sur le site web, le quotidien qui a le plus de pages lues ce qui nous donne une avance sur les autres journaux. Encore faut-il les transformer en abonnés fidèles ces e-lecteurs ! Davantage de suppléments quatre pages afin de proposer plus d'espaces pub mieux ciblés. Nos annonceurs font la fine bouche ne voulant plus que leurs publicités soient associées à des articles anxiogènes ! Dans un journal d'actualité, cela se corse ! Environ 40 % de nos emplacements seraient ainsi neutralisés. Développer nos verticales thématiques contribue à ouvrir des espaces publicitaires spécialisés très recherchés. A vérifier dans quelques mois.

L'arrêt des différents abonnements papiers et numériques. Une hausse de désabonnement est avérée dans les périodes d'augmentation tarifaire ajoutée à la problématique de portage. SOS porteurs. La nouveauté tant attendue par M. Bazard est de donner au lecteur la liberté de se désabonner à tout moment, sur le site, à la mode Netflix. Ce qui serait gage d'engagement plus facile mais plus volatile. Là aussi à vérifier dans le temps.

La direction replace les orientations stratégiques de Ouest-France au cœur de la politique du Groupe Sipa. La mutualisation qui se veut massive va se confronter aux différentes valeurs, cultures Entreprises, conventions collectives et politiques éditoriales. Nous, élus, serons vigilants. Quant à Ouest-France, il est question de maîtriser la baisse de diffusion, de modérer la hausse du prix et de construire un nouveau modèle économique issu du numérique en diversifiant les offres de contenus éditoriaux, de services et de partenaires. Le streaming musical est une piste. Pour info, les abonnements numériques ne sont toujours pas à la hauteur de l'objectif. Leur valeur moyenne est égale à 1/3 de la valeur d'un abonnement papier. Sachant que le retour des ateliers « journal de demain » révèle que peu de personnes connaissent notre application. Pour un journal doté d'une régie publicitaire, « *c'est le cordonnier qui est toujours le plus mal chaussé* ». La marche est encore haute. L'ambition de doubler nos revenus d'ici à deux ans en misant majoritairement sur le site, tout en attendant le journal de demain à fin 2025, paraît utopique.

Le journal papier livré à domicile pour les salariés est conservé. Le directoire entend les syndicats qui se sont battus pour conserver cet outil de travail d'autant plus utile à l'époque du télétravail. Néanmoins, tous les nouveaux embauchés, eux n'en bénéficient déjà plus ! Et ça continue : à compter du 2 janvier, le nouveau directoire supprime l'accès gratuit au journal papier à nos chers retraités. Ils devront, nous dit-on, prendre à leur charge 50% des coûts donc payer 21,50€ par mois. Un abonnement uniquement papier est facturé à 41€ ! Le gain est estimé à 187 000€ brut. Tout ça pour ça. Des journaux en moins à distribuer, donc des tournées à revoir. Mais, ouf, l'accès au journal numérique reste gratuit ! Il aurait sans doute été préférable d'estimer combien ont passé l'âge du numérique (illectronisme) afin que la mesure soit moins violente. **C'est tout un symbole qui dégringole, la solidarité entre les générations du journal est en péril.** Nous sommes tous les retraités de demain. Espérons que nous aurons encore la possibilité de feuilleter notre journal papier historique jusqu'à nos départs en retraite. Nos acquis sociaux sont eux aussi en danger.

Plan de sobriété : une belle vitrine théorique qui se heurte à la réalité des travailleurs. L'appel d'offre des fournisseurs d'énergie diminue par deux les factures. La baisse du chauffage à 19° dans les locaux et 16° dans les bâtiments industriels ouverts vers l'extérieur est de nouveau enclenchée. Le hic : une température programmée à 19° ne donne pas le même résultat dans un espace rénové et un espace vétuste. Il va falloir vous bouger chers collègues. Quant à la clim, elle se déclenche à partir de 26 degrés. Température tout à fait supportable pour travailler nous précise le service santé au travail. Mais dans bien des rédactions, plateau à Chantepie compris, les températures, cet été, ont pu frôler les 30°. Le seuil d'intolérance était atteint pour beaucoup d'entre nous.

Afin que l'entreprise fasse des économies, ce sont les conditions de travail des salariés qui se dégradent. La direction inciterait-elle plutôt le salarié à se retrancher chez lui, en télétravail occasionnel et à assumer la hausse

de toutes ses charges ? De plus, si vous pouviez diminuer vos échanges par mail, visionner le moins possible de vidéo, oups cela va à l'encontre de l'objectif éditorial et ouvrir pas trop d'onglets ... Bref si vous pouvez travailler avec le moins d'outils possible ce serait top ! Quant à optimiser encore mieux nos déplacements professionnels, cela relève du rêve. L'échec de plusieurs tentatives de plateforme de covoiturage le confirme. Le nombre conséquent d'horaires différents ne seraient-ils pas un frein ? Quant aux transports en commun, nous en connaissons déjà tous les limites. Qui ne souhaiterait pas payer moins cher ses trajets ? Quels nouveaux leviers l'entreprise propose-t-elle ? Nous sommes arrivés au pied du mur. « *Effectivement, il va falloir encore plus creuser* », reconnaît Mme Lévrier. Que d'injonctions contradictoires, la balance va être difficile à équilibrer.

Des départs camions dans le rouge depuis la rentrée sur les deux sites : pour rappel, le secteur industriel est en pleine mutation. Avant, les retards en dessous de 30 minutes n'étaient ni enregistrés ni considérés comme retard ! Alors qui jette de l'huile sur le feu ? La fermeture du site à Angers nécessite d'imprimer désormais les Journaux de Loire à La Chevrolière et à Chantepie après la suppression d'une rotative, les changements de plan de tirage et des organisations, le déploiement de plans de formations sans précédent, la suppression massive d'ouvriers mais aussi la suppression de 13 postes de cadres - du jamais vu, de trop tardives nouvelles nominations. Bilan : une charge qui s'alourdit, des processus qui changent, donc moins de disponibilité pour aller au fond des sujets. Et ce n'est pas terminé, la mise en route de l'ex-rotative angevine à La Chevrolière étant prévue pour bientôt. Sans oublier, pour des raisons d'économie, là aussi, le passage à du papier de grammage inférieur, pas toujours à la hauteur de la qualité attendue, qui fragilise le process au point d'avoir plus que multiplié par deux le taux de casse ! Ne serait-il pas temps de revenir au 42 grammes ? Quant aux horaires du logiciel « départ camion », ils sont déterminés selon une production type. Est-ce bien en adéquation avec toute la chaîne de fabrication du moment ? Si la direction imaginait que cela se déroulerait ni vu ni connu, le constat est tout autre. Assumez votre stratégie, vos choix et donnez du temps au temps, plutôt que de mettre une pression supplémentaire sur les équipes. Pour la CGT, le thermomètre n'est pas bon.

Swap : un projet qui impactera beaucoup de salariés. Les élus CGT ont demandé à avoir une présentation de l'analyse de l'existant avec la cartographie des process en cours. Refus de la direction, le sujet est reporté à décembre. Nous réitérons notre demande. D'autant plus qu'une réunion d'arbitrage aura lieu fin novembre. Ce projet fera obligatoirement l'objet non seulement d'une présentation au CSE, mais aussi d'une information consultation. Nous, élus, devrions rendre un avis. Alors, la direction se doit de nous fournir *a minima* l'existant, les données de départ et ce en toute transparence. Tous les impacts de la réorganisation devront être mesurés. Visiblement, la responsable de l'accompagnement au changement n'est pas associée. Beaucoup trop de mystères nous alertent forcément.

Open-space SIN (informatique numérique). Les élus CGT ont demandé qu'un état des lieux soit réalisé par le service bâtiment (déjà alerté) accompagné du service santé au travail après notre constat désabusé sur les lieux : fissures dans les murs en dessous des fenêtres, qui elles-mêmes laissent passer l'air extérieur à côté des radiateurs, des rideaux occultants hors service, une climatisation non optimale, des fuites d'eau... Fin de service : mais où sont les télécommandes des interrupteurs afin de pouvoir éteindre la lumière en partant ? L'espace détente, minimaliste et sans fenêtre, est-il respectueux des salariés ? Il manque des salles de réunions, des tableaux blancs dans l'open-space et dans les salles de réunions, ainsi que des cloisonnements par service. Quelle gestion du bruit ? Ne parlons pas des toilettes du couloir impropres et aux mauvaises odeurs. La direction, quasiment à voix basse, admet qu'aucun budget n'était à ce jour envisagé mais pourrait être à l'étude depuis notre alerte. Elle reconnaît que cette partie du bâtiment est en état de vétusté avec une technologie en fin de vie. C'est aussi tout l'agencement de travail de l'open space qui est à retravailler dans sa globalité précisons-nous. Fournir des tableaux blancs est donc dans le domaine du possible répond Mr Harnois. Quant aux toilettes, toujours pas au budget ! Les salariés de ce secteur ne peuvent que se sentir oubliés. Là aussi, il est préférable de travailler chez soi ! Constat affligeant.

Pour le déménagement de la rédaction de Saint-Nazaire, le plan proposé aux élus laisse perplexe et ne répond pas aux besoins. Malgré les échanges en CSSCT et en CSE, il semble que la parole, les questionnements et inquiétudes des élus soient vains. **Notre rôle de représentants des salariés est bafoué**. Il a été décidé que cette rédaction n'a plus vocation à recevoir du public. Qu'en est-il de la mission d'accueil du poste d'assistante de rédaction ?

Publicité et contenu : la publicité n'est pas plus présente dans nos pages, nous affirme la direction. Après vérification, elle est même en baisse de 3% et se déplace des locales vers le national. *"S'il y a beaucoup de pubs,*

on doit ouvrir des pages." "Mais beaucoup de pubs, ça signifie ?", ont demandé vos élus CGT à Fabrice Bazard. "Vous avez raison, il faut clarifier ce que veut dire "beaucoup", objectiver cela avec des indicateurs. On reviendra vers vous." Un paquet de journalistes SR attendent ces indicateurs pour avoir des billes dans le match quotidien qui oppose, parfois avec quelques tensions, SR et service coordination, logiques de l'éditorial et de l'outil industriel... Des règles plus claires contribueraient à diminuer ces tensions.

Projet orthographe : Lou Lassinat-Foubert est nommé pilote du chantier « orthographe et expression du journal », avec l'objectif de concevoir de nouveaux formats vidéo. Le groupe est constitué de six personnes : Philippe Boissonnat - qui reconnaît que son chantier d'il y a dix ans est un échec, Solange Esteves, Bénédicte Renou, Alice Dutray et Benoit Guérin. Tout salarié intéressé doit se signaler. L'ambition est de devenir le référent en la matière sur le net, tel « maîtresse Adeline ». Encore faut-il être irréprochable en la matière. C'est plus un enjeu de référencement de la marque qu'une préoccupation interne et pour nos lecteurs.

Dérive de la charge de travail à la rédaction, qui a des impacts sur l'arrivée plus tardives des plaques (29, 56, 22). Nous demandons une étude des conditions et de la charge de travail dans les départements concernés. La direction a botté en touche : « *Pas de dégradations constatées.* ». La CGT demande de pouvoir s'appuyer sur des données concrètes.

Constellations de micro-formations : regroupons-les et dispensons les dans de meilleures conditions, demande la CGT. Tout le monde les connaît, elles s'immiscent depuis l'avènement de Teams et l'ère de la visio dans le quotidien de journées déjà bien chargées, et empiètent sur un temps dédié à la production. "*Le temps de travail n'est pas uniquement un temps de production, quel que soit le poste*", rétorque la direction. Avant, pour beaucoup de postes, c'était déjà tendu question charge de travail. En ajoutant ces sessions d'e-learning de 30, 45 minutes, voire 1 h, (souvent en cours magistral, avec session de questions/réponses, zéro manipulation ou parfois un lien pour s'entraîner sur du temps... qu'il faut trouver) ça tend à l'absurde. Cela pressurise le salarié qui tente, tant bien que mal, de suivre la formation, tout en devant gérer des sollicitations mails, téléphoniques, teams, des faits divers chauds qu'il faut tout de suite traîter... Le nouveau métier de SR web/deskeurs départemental est particulièrement exposé à ce fléau, tant ses outils quotidiens sont variés et évolutifs. Et qui dit moins de temps pour accomplir ses tâches, dit un reste de journée mené tambour battant ou des dépassements horaires qui ne peuvent pas occasionner, pour ce motif, des heures supplémentaires, comme l'a précisé le DRH François Greffier. Certaines conférences se visionnent certes en *replay*, mais se dégager du temps est un luxe dont beaucoup ne disposent pas, notamment les journalistes de locale détachée. La direction réalise sans doute grâce à cela de belles économies en temps et en argent, mais sur le dos de ses salariés, moins bien formés et davantage stressés, et donc finalement moins productifs. Est-ce un bon calcul ? La CGT demande qu'un service du siège centralise, coordonne et regroupe ces diverses formations émanant de divers services. Pour dédier une demi-journée ou une journée en présentiel, garant d'une meilleure qualité de formation et d'attention chez le salarié. "*Oui, il faudrait qu'un service d'en haut s'en occupe*, concède le DRH. *Il faut en parler à la Rec* (rédaction en chef)." Un vrai problème structurel et insidieux qu'il faut résoudre et vite.

Horaires de service : le CSE a redemandé à ce que les horaires de service soient affichés partout. La direction déclare que c'est en cours et en attend la preuve via une photo demandée aux assistantes départementales (RAR). La confiance règne ! Il y a bien eu des modifications d'horaires dans certains services et rédactions. La CGT s'interroge sur ces « petits changements », *dixit* la direction, qui précise que les horaires sont des prérogatives de l'employeur selon les horaires de la production à respecter. Un sujet à remettre sur la table.

Planning dans certains services : la direction a rappelé que les plannings étaient mis en ligne à la fin août, pour septembre et octobre, puis fin octobre pour novembre jusqu'à fin août. Le service des sports risque d'être affecté par des changements pour 2024, où l'année sera particulièrement dense en matière d'événements (JO par exemple).

Budget du « CDD d'avoir ». Selon la direction, « *ce volant de CDD d'avoir n'existe qu'à la rédaction. Je trouve ça très compliqué. Il faudra remettre tout ça à plat.* » Alors, pour la CGT, si c'est bien la volonté du DRH, il faudra nous expliquer comment la direction envisage de prendre en compte autrement le taux d'absentéisme, entre autres, et ce au niveau de toute l'entreprise.

Formation : le DRH a demandé au service formation et à ODT que les hôtels soient situés à proximité du lieu de formation.

L'outil Kélio, selon le DRH (qui avait déjà installé cet outil aux JDLO), est en cours de déploiement depuis septembre dans l'ensemble des départements. Aucune application mobile n'existe à ce jour. La DSI y travaille pour que les principales informations puissent être consultées sur un téléphone portable. C'est une charge lourde qui pèse sur les épaules des RAR (ex. ADD) et les N+1. « *On avait imaginé que cela aurait été plus fluide la multitude d'accords n'a pas simplifié les choses.* » **Oui, à Ouest-France, les partenaires sociaux négocient et obtiennent au-delà des minimas conventionnels.**

Bye bye Orange, trop cher, bonjour Bouygues et SFR **pour les téléphones portables pro**. Avec plus de datas pour la bande passante et pour la vidéo, le contenu roi du moment. Les salariés seront avertis au moment de la bascule qui sera très précis, car cela implique de remplacer la carte Sim (sans doute en novembre). Pour les services du siège, le déploiement est prévu entre le 14 et le 16 novembre. Les perdants du changement d'opérateur en performance de réseau pourront se signaler pour bénéficier des lignes Orange de secours. Nous gardons la prestation cybersécurité avec Orange. En revanche, les opérateurs réseaux n'ont pas changé d'avis Fabrice Bazard, et il fait le pari que les ralentissements constatés çà et là par des journalistes sont plus en lien avec Eidos Prime qu'avec le réseau... Une nouvelle défaillance d'Eidos ? Il ajoute qu'il ne voit pas pourquoi Eidos fonctionne dans d'autres journaux et que chez nous cela ne se passe pas aussi bien. Si cela était lié à trop de développements interne, « *il faudrait peut-être en arriver à la méthode bulldozer et revenir à l'outil de base* ». Mais notre journal ne ressemble à aucun autre. Pour la CGT, pas question que ce soit au détriment des utilisateurs et finalement des lecteurs.

Merci de prendre le pouls des utilisateurs avant de choisir du matériel. Les journalistes ont reçu (ou vont recevoir) des ordinateurs portables Lenovo. Moins chers, on peut redouter qu'ils soient aussi de moins bonne qualité. Mais tous ceux qui se sont essayés à son clavier, en mode nomade ou télétravail, ont sans doute vécu l'expérience irritante de ces maudites touches Fn (fonction) et CTL (Control) interverties. Une fantaisie étrange de ce fabricant (la grande majorité dispose les touches selon la norme CTL suivi de Fn) qui cause bien des énervements, baisse la productivité (au regard du nombre de personnes concernées) et continuera de le faire car il est impossible de s'approprier cette habitude : avec le télétravail ou le nomadisme, les salariés sont condamnés à switcher entre clavier "propre" CTL-Fn branché aux docks et celui du Lenovo. En télétravail, la recommandation de la direction : un clavier externe. On l'a dit et déjà répété, mais allons-y encore une fois (les habitudes verticales ont la vie dure) : décisionnaires, merci de prendre le pouls des utilisateurs avant de choisir du matériel. Ça coûte peut-être un peu de temps, sans doute des efforts de déconstruction pour les décisionnaires, mais pour nous, c'est du gagnant-gagnant pour les salariés et l'entreprise. Ah, et pour les salariés, un *Tips* de la CGT : si d'aventure vous êtes ou vous allez au siège, à Chantepie, passez au service informatique avec votre Lenovo sous le bras. En 5 minutes, ils pourront inverser les touches Fn et CTL (en passant par le bios). Reste plus qu'à coller deux autocollants, et le tour est joué.

Dettes de congés : 550 personnes ont demandé à Jean-Georges Chatelet des précisions sur leur dette de congés. Parmi ces personnes, quatre ont une erreur sur leur décompte de jours à rendre à l'entreprise. La CGT invite tous les salariés à demander le justificatif de cette dette. Pour rappel, elle peut être soldée au départ de l'entreprise, a réaffirmé la direction, et non pas au bon vouloir de l'encadrement départemental. Le salarié est libre de l'étaler selon son bon vouloir pendant ses années de travail restantes ou pas, et d'attendre alors le moment de son départ à la retraite.

Erratum : le congé d'âge supplémentaire à 58 ans révolu, annoncé, ne concerne que les salariés travaillant de nuit, quel que soit leur taux d'activité de nuit.